

L'action au Sud de la ville d'Anvers



**Un soutien à des associations
anversoises qui ont des projets
au Congo, au Ghana et au Maroc**



📌 **Anvers** compte de nombreuses associations de minorités ethno-culturelles qui mettent sur pied des projets dans leur pays d'origine. Au début de la législature précédente, la municipalité avait décidé de donner une autre tournure à son action au Sud. Cela a donné lieu fin 2009 à l'approbation d'une note de vision : les efforts seraient désormais concentrés sur le soutien d'associations qui sont actives au Congo, au Ghana et au Maroc. Autant de pays qui ont de grandes communautés à Anvers.

Pour les projets au Congo, la ville a actuellement conclu des accords de coopération avec trois associations : Amuka, NTBS et IYAD. Pour le Ghana, les partenaires anversoises actuels sont Kwahu Asaase Aban, Northern Territories Association, Punt, Okeyman, Impakten Emic. Les associations du quatrième pilier qui sont actives au Maroc sont Steunproject, Iben Sina en Imane. Le soutien est axé sur deux thèmes : l'enseignement et la santé publique. C'est pourquoi la ville a également impliqué l'Institut de Médecine tropicale et l'Association de l'université et des écoles supérieures dans la coopération. Une convention a aussi été conclue avec ces derniers. Suite au choix politique de la municipalité, il a été mis fin aux partenariats internationaux municipaux avec Durban et Paramaribo en 2007.

L'action au Sud de la ville d'Anvers est axée en premier lieu sur le Congo, le Ghana et le Maroc. De nombreux habitants de la ville de l'Escaut ont leurs racines dans ces pays, et leurs associations soutiennent des projets dans leur pays d'origine. Grâce à la collaboration avec les organisations du quatrième pilier, la ville apporte non seulement un soutien au Sud, mais elle resserre aussi ses liens avec les associations et elle les intègre dans un réseau plus vaste.

L'action au Sud renforce également la cohésion sociale à Anvers

Dans l'accord administratif qui a été conclu après les élections communales de 2006, les partenaires au sein de la coalition ont décidé que la ville serait active dans des pays dont de grandes communautés habitent à Anvers, et qu'elle chercherait à s'attacher l'expertise de l'Institut de Médecine tropicale, de l'université et des écoles supérieures, entre autres. Trois pays ont été sélectionnés d'un commun accord avec le conseil consultatif municipal pour la Coopération au Développement et avec les associations de minorités ethno-culturelles : le Congo, le Ghana et le Maroc. Puis une journée de rencontre a ensuite été organisée par pays pour toutes les associations. « Certaines étaient déjà actives dans le domaine de la coopération au développement. Elles soutenaient des projets dans leur pays d'origine, conjointement ou non avec une association partenaire au Sud. D'autres collectaient de l'argent ici via des activités et l'envoyaient au Sud, sans vraiment élaborer des projets de développement. La ville a finalement conclu une convention avec douze associations. Deux thèmes étaient récurrents lors

des trois journées de rencontre : l'enseignement et la santé publique. Il était logique que nous nous concentrions là-dessus », déclarent Daan Sanders et Katrien Leemen, chargés de mission de la coopération au développement de la ville d'Anvers.

La sélection des pays n'a-t-elle pas été difficile ?

Daan Sanders : « Il y a évidemment d'autres communautés qui sont fortement représentées dans la ville, mais elles ne sont pas toutes autant bien structurées et elles ne s'occupent pas toutes de projets dans leur pays d'origine. Le choix des pays, des associations et des thèmes est le résultat d'un processus participatif. En 2009, une note de vision a été soumise au collège. Sur la base de la note, nous avons organisé des rencontres avec les associations et les institutions qui devaient participer. Nous avons examiné dans le cadre de groupes de projet par pays et par thème quels projets nous allions soutenir et de quelle façon nous allions les aborder. Dans ce contexte aussi, nous avons opté pour une forte approche ascendante.



Cela a pris du temps. On n'a tranché qu'en automne 2010. Tous les projets évoluent à différentes vitesses. Certains ont démarré assez vite, d'autres ont eu besoin de plus de temps. Un des projets ghanéens autour de l'enseignement, par exemple, n'a démarré que l'année passée. »

Pouvez-vous donner une esquisse des projets et du rôle des associations du quatrième pilier ?

Katrien Leemen : « L'association IYAD soutient un projet à Kinshasa pour la rééducation de patients qui ont eu une hémorragie cérébrale. Il y a une collaboration avec un centre sur place qui s'occupait déjà de rééducation via la kinésithérapie. Le réseau ici compte trois écoles supérieures et plusieurs centres de rééducation anversoïis. Le projet se déroule déjà assez bien depuis deux ans. Une mission d'exploration composée de l'IYAD, de plusieurs enseignants des écoles supérieures et de quelques médecins rééducateurs s'est rendue à Kinshasa. Deux ergothérapeutes ont donné des cours aux étudiants du centre. Deux infirmiers de Kinshasa ont effectué ici un stage de trois semaines. En ce qui concerne l'enseignement au Congo, nous collaborons avec NTBS et Amuka. Les deux ont mis sur pied une médiathèque avec une organisation partenaire, respectivement à Kisangani et à Goma. Les étudiants et les élèves y ont accès à l'ICT et à Internet, ils y reçoivent aussi des cours. »

« Au Ghana, un local ICT a été aménagé dans trois écoles primaires dans différents villages. Les projets sont soutenus à Anvers par deux associations ghanéennes et par une association liée à l'enseignement en milieu urbain. Tous les étés, plusieurs enseignants partent au Ghana pour apprendre des méthodologies d'enseignement à leurs collègues. Des écoles supérieures, qui font faire des stages à des étudiants dans de petites écoles, font également partie du réseau. En ce qui concerne la santé publique, trois postes de santé ont été développés dans trois villages sous l'impulsion de trois associations ghanéennes d'Anvers. Le système de santé au Ghana est assez bon, mais il est fortement axé sur les villes. »

Daan Sanders : « L'objectif est qu'ils deviennent pour ainsi dire des postes de santé de référence, qui peuvent servir de modèle pour l'autorité ghanéenne, pour d'autres associations, pour des donateurs. Deux postes fonctionnent très bien, le troisième marche un peu moins bien. Plusieurs écoles supérieures pourraient y envoyer des stagiaires en soins infirmiers et en obstétrique, mais l'encadrement doit d'abord être amélioré. »

Katrien Leemen : « Au Maroc, le fonctionnement est un peu différent. Nous soutenons trois coopératives au nord-est du Maroc via trois associations marocaines à Anvers : une coopérative apicole qui existe déjà depuis quelques années, une coopérative d'éleveurs de chèvres et une coopérative d'éleveurs de



moutons qui sont parties de zéro. »

Daan Sanders : « Les associations anversoises décident de ne pas mettre sur pied des projets relatifs à l'enseignement et à la santé publique parce que ceux-ci seraient et resteraient dépendants de notre soutien.

Via les coopératives, elles veulent d'abord garantir un revenu à l'organisation partenaire dans leur village natal. Ces projets se déroulent bien. Les coopératives formaient la base qui nous a permis de travailler aussi autour de l'enseignement et de la santé.

Des étudiants stagiaires de plusieurs écoles supérieures se rendent une fois par an dans les villages des coopératives pour y donner des cours à l'école primaire. Il y a un échange entre la formation des professeurs ici et là-bas. Deux des trois coopératives ont aussi un petit poste de santé. De plus, des infirmiers et des sages-femmes effectuent des stages dans des hôpitaux de la région. »

Quel est le rôle de la ville d'Anvers ?

Katrien Leemen : « Il varie en fonction du projet. Cela dépend beaucoup de la force de l'association ici. Il y en a qui sont véritablement entreprenantes, qui président les réunions du groupe de projet, qui organisent les missions sur place, etc. D'autres ont besoin d'un peu plus de soutien et d'encadrement, il s'agit en fin de compte d'associations de bénévoles. En règle générale, le rôle de la ville est celui de conseiller, de coach, de manager de la qualité. Nous organisons des

formations, nous soutenons les associations dans la rédaction des propositions de projets et des rapports, nous évaluons, nous rectifions le tir. »

Daan Sanders : « Et il va de soi que nous apportons aussi une contribution financière, avec 25.000 euros par pays et par an. Nous avons un engagement pour la période 2010-2013, donc en tous les cas jusqu'à la fin de cette année. Le financement se fait sur la base des contrats de coopération avec les associations. Des indicateurs et des résultats y sont liés. Nous avons aussi des conventions avec l'Institut de Médecine tropicale, l'Association de l'université et des écoles supérieures d'Anvers, et le 11.11.11. En échange du soutien financier de ville, ceux-ci fournissent leur expertise et des partenaires. »

Quels sont les résultats de l'action au Sud dans les trois pays ?

Katrien Leemen : « Nous n'avons pas encore effectué de mesure d'impact, mais il y a bel et bien des résultats évidents dans les villages. Par exemple, cinq femmes et donc cinq familles peuvent vivre de la coopérative d'éleveurs de chèvres. Les médiathèques au Congo sont une réussite. Les projets au Ghana sont encore récents, il est trop tôt pour se prononcer à ce sujet. Et naturellement, à Anvers comme dans les villages au Sud, des réseaux qui soutiennent et développent les projets sont mis sur pied. »



Que signifie la coopération pour les associations de minorités ethno-culturelles et pour la ville ?

Daan Sanders : « Le lien que les associations ont avec d'autres partenaires anversoises dans le réseau et avec nous est devenu beaucoup plus fort, nous avons appris à bien nous connaître.

Il y a aussi beaucoup de contacts dans le cadre desquels la ville n'est pas impliquée, par exemple entre les associations et les étudiants stagiaires qui veulent se rendre dans l'un des trois pays. L'action au Sud renforce la cohésion sociale dans la ville. Grâce au développement d'un réseau, les associations trouvent beaucoup plus facilement qu'avant un soutien de la part d'autres acteurs et instances dans la ville. L'Institut de Médecine tropicale, l'université et les écoles supérieures tirent également profit de la collaboration. Le savoir-faire socio-culturel des associations pour

les trois pays facilite l'établissement de contacts et le démarrage efficace de projets. A Anvers, la coopération permet à l'université et aux écoles supérieures de trouver une adhésion de la part des jeunes de minorités ethno-culturelles, qui sont sous-représentés dans l'enseignement supérieur. »

Y a-t-il aussi des contacts entre toutes les associations anversoises qui sont impliquées dans l'action au Sud ?

Katrien Leemen : « Les associations qui travaillent dans le même pays autour du même thème, font partie du même groupe de projet. Il va de soi qu'elles collaborent. Il y a toutefois peu de contacts entre les associations anversoises pour les différents pays et thèmes. Nous organisons de temps en temps des initiatives communes, mais cela reste un point d'action. »



D'autres détails sur l'action au Sud de la ville d'Anvers

- **Sud-Sud.** Le développement d'un réseau solide est un élément crucial de l'action au Sud de la ville d'Anvers. A Anvers, il y a une base solide, même si, par exemple, une plus grande contribution des collaborateurs ICT qui peuvent donner des cours pourrait encore approfondir les projets au Congo et au Ghana. Katrien Leemen : « Nous soulignons aussi l'importance du développement d'un réseau au Sud. Les réponses ne doivent pas toutes venir du Nord, certaines questions peuvent également trouver une réponse au Congo, au Ghana ou au Maroc. Une des conditions inscrites dans la convention est qu'il doit y avoir au Sud une collaboration entre des projets autour du même thème. Les trois écoles primaires ghanéennes, par exemple, doivent collaborer, même si elles se trouvent à une distance assez grande les unes des autres. »
- **Groupe de résonance.** Un groupe de résonance conseille la ville sur son action au Sud et discute des problèmes. Dans ce groupe siègent entre autres l'Institut de Médecine tropicale, l'Institut de Politique du Développement de l'université d'Anvers, la VVSG, le 11.11.11.
- **Jeunes.** Les associations du quatrième pilier de minorités ethno-culturelles d'Anvers sont surtout soutenues par des quarantennaires et des cinquantennaires. Daan Sanders : « La contribution de la deuxième et de la troisième génération n'est pas suffisante. Les jeunes de la troisième génération surtout ne prennent pas d'initiatives. Ils sont bel et bien intéressés par les projets au Sud, mais le lien doit être resserré. »
- **Pas au Sud.** Dans les partenariats internationaux municipaux, les administrations locales au Nord et au Sud coopèrent. L'action au Sud de la ville d'Anvers se déroule surtout au niveau des associations au Nord et au Sud. Daan Sanders : « Cela signifie qu'il n'y a pas de missions de part et d'autre avec des fonctionnaires et des politiques. La ville n'a donc pas de vision directe du déroulement des projets au Sud. Cette évaluation se déroule via des tiers comme le 11.11.11 ou l'Institut de Médecine tropicale, qui établissent des fiches d'évaluation lors de leurs visites sur place. »

Plus d'informations :

Katrien Leemen, ontwikkelingssamenwerking@stad.antwerpen.be

PRODUCTION ET RÉDACTION

Betty De Wachter,
Bert Janssens,
Bart Van Moerkerke
Team Internationaal

PHOTOGRAPHIE

Antwerpen

Association des villes et
communes de Flandre asbl
Rue du Pavillon 9
1030 Bruxelles
T +32 2 211 55 00
F +32 2 211 56 00
internationaal@vvsg.be
www.vvsg.be

Avec le soutien du
gouvernement Flamand

Met steun van de
Vlaamse overheid



Avec le soutien de
**LA COOPÉRATION
BELGE AU DÉVELOPPEMENT**

